

n'auront pas lieu d'être fiers du mauvais tour que le gouvernement leur a joué.

Le gouvernement prétend que son déficit et les sommes qu'il doit emprunter n'ont rien de catastrophiques. Je soutiens au contraire que les emprunts et la dette du gouvernement sont très graves. Les États-Unis ont un déficit équivalant à 4.7 p. 100 de leur PNB tandis que le nôtre équivaut à 6.9 p. 100 de notre PNB et continue d'augmenter. Il augmente de plus en plus parce que notre économieériclite.

Le gouvernement ne touchera pas autant de recettes qu'il a prévu. Bien plus, le ministre des Finances (M. Lalonde) a déjà proposé un projet de loi d'emprunt supplémentaire alors que nous n'avons même pas terminé l'étude de cette mesure. Il se rend compte qu'il n'a pas dit la vérité aux Canadiens il y a six semaines quand il a prétendu que le déficit allait diminuer. Quand il a comparu devant le comité la semaine dernière, il n'a pas nié qu'il aurait du mal à faire baisser le déficit. Mais nous aurons à faire face dans l'année qui vient à un déficit plus élevé que jamais. Voilà pourquoi nous nous opposons au projet de loi. Le gouvernement ne veut pas nous faire connaître tous les usages auxquels il réservera cet argent ni nous révéler tous les trucs qu'il garde en réserve. Le gouvernement se moque des Canadiens, mais ces derniers en ont plus qu'assez de lui.

M. Chénier: Attendez les prochaines élections. Vous n'allez pas revenir.

M. Fennell: Oh! Si je reviendrai! Mais je suis convaincu que pour beaucoup de vos collègues ce ne sera pas le cas.

Il suffit que les Canadiens se rendent compte qu'en 1968 les dépenses gouvernementales représentaient 17.4 p. 100 du PNB alors l'an dernier que cette proportion est passée à 25.3 p. 100. Je parie qu'elle va grimper à 26 p. 100 l'an prochain. Le gouvernement nous fait glisser sur une pente raide. Les montagnes russes de Wonderland, à Toronto, ne sont rien comparées à la pente raide sur laquelle le gouvernement nous a engagés.

Le gouvernement n'a été ni juste ni franc envers les Canadiens. Permettez-moi de prouver ce que j'avance en reprenant certaines déclarations du gouvernement. L'une des meilleures est l'œuvre du ministre des Finances qui a déclaré que les déficits budgétaires étaient propices à la croissance économique. Le gouvernement a été extrêmement prodigue tout au long des années 70, alors que nous étions en période de vaches grasses, mais cela ne nous a guère servi lorsque la récession s'est fait sentir dans les années 80. Le gouvernement a pris des mesures dommageables pour le pays. Selon lui, notre déficit résulte des mesures constructives qu'il a prises. A mon avis, la conjoncture actuelle s'explique, en grande partie, par la gabegie du gouvernement qui ignore d'où viennent ses recettes et à quoi elles servent. Il a également déclaré qu'une énorme dette nationale n'avait rien de catastrophique. Or, je pense pour ma part, que ce sont les générations futures qui seront juges de l'ampleur de la catastrophe.

Depuis toujours, les pays qui font face à un déficit aussi élevé que le nôtre doivent se résigner à faire marcher la planche à billets. C'est la seule solution pour cette clique de fauchés d'en face.

Attribution de temps

Le gouvernement continue de prétendre qu'un déficit à court terme est tout à fait normal. Or, lorsque entre 1968 et 1984, le déficit passe à 162 milliards de dollars, on ne peut plus parler de déficit à court terme, mais bien d'habitudes incorrigibles de dépenses.

Le gouvernement nous sort aussi une autre affirmation amusante. En effet selon lui au cours des prochaines années, le Canada réduira son déficit de façon appréciable. Il a ajouté, et c'est encore plus renversant, que notre déficit n'avait rien d'excessif par rapport à celui des autres pays. En fonction du produit national brut, les États-Unis connaîtront un déficit de 1250 milliards. Or, proportionnellement au nôtre il devrait être du double.

Il suffit de comparer notre dette avec celle des États-Unis pour voir que nous sommes dans de mauvais draps. Pourtant, le gouvernement nous baillonne et prétend que nous ne pouvons plus discuter de ce projet de loi. A en croire le budget, le gouvernement n'a pas besoin des sommes qu'il demande, il lui reste de 4 à 8 milliards de dollars en banque. Il nous demande 29.5 milliards mais nous dit qu'il n'en dépensera que 29. Il est malhonnête envers les Canadiens et les députés.

M. Chénier: Vous ne savez pas compter.

M. Fennell: On rouspète en face. Je comprends cela.

M. Chénier: Personne ne rouspète.

M. Fennell: Les députés d'en face s'inquiètent, car nous citons des chiffres qui leur nuiront. Les intérêts sur la dette nationale accaparent 20 p. 100 du total des dépenses de l'État. Ce fardeau nous enlève toute souplesse financière.

On ne nous a rien proposé de nouveau pour relancer la croissance. Strictement rien de nouveau. Le gouvernement est en train de nous mener à notre perte.

M. Chénier: Vous vous répétez.

M. Fennell: Je me répéterai aussi souvent que nécessaire pour vous faire comprendre que vous avez causé du tort au pays. En sus de son programme de dépenses, le gouvernement suscite un manque de confiance à l'égard de notre pays, qui nous coûte très cher. Nous avons ainsi perdu l'entière confiance des autres pays. La productivité du Canada n'a jamais été aussi faible. Certes, le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Lumley) a déployé de sérieux efforts pour l'améliorer, mais il ne saurait y parvenir du jour au lendemain. Le gouvernement consacre à la recherche et au développement les mêmes crédits qu'en 1968, alors que le Japon a triplé ses dépenses dans ce domaine.

Je suis heureux de pouvoir intervenir à propos du projet de loi. Je déplore au plus haut point cependant qu'on veuille imposer la clôture. Cela ne devrait pas être permis à la Chambre et j'ose espérer que ce sera bien la dernière fois que je devrai intervenir dans ces circonstances.

[Français]

Le président suppléant (M. Guilbault): L'honorable secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Cousineau) invoque le Règlement.